Les fantasmes de peur de l'extrême droite que la gauche instille au sein de la classe politique et de la société

À ENTENDRE et lire certains journalistes, blogueurs, internautes et militants de gauche, on a l'impression que l'extrême droite est toute-puissante dans notre société, dans l'opinion publique, qu'elle est maîtresse des médias les plus importants, et à la veille d'accéder au pouvoir, comme en Allemagne entre novembre 1932 et janvier 1933. Et on finirait par croire que, dans notre pays, aujoud'hui, la gauche est persécutée par le pouvoir et agressée par la droite. On dirait que des bandes de militants d'extrême droite font la chasse à leurs adversaires, les rouent de coups, saccagent leurs locaux et agissent de même à l'égard des défenseurs du droit à l'avortement, de la PMA, de la GPA et des LGBTQIA+, bref l'exact contraire de la réalité.

Car en fait, s'il y a une victime d'une persécution politique et médiatique en France, c'est bien ce qu'on range communément sous le terme d'« extrême droite », et d'une manière générale, toutes les idées de droite (de droite, et non pas du centre droit ou du libéralisme tiède bon teint à la Macron ou à la Marleix). Et cette persécution devient chaque jour plus totale. Elle se manifeste à la télévision, sur Internet, dans toute la presse écrite ou presque, dans les propos des hommes et femmes politiques, toutes tendances "républicaines" confondues, dans les actions violentes des "antifas" contre les militants nationalistes, dans les mesures de dissolution des groupes dits d'« ultra-droite », dans les interdictions de réunions de groupes rangés sous cette même appellation (même s'il s'agit de collectifs d'intellectuels comme l'Institut Iliade), et dans le retrait des aides publiques aux périodiques véhiculant des idées prétendument "nauséabondes", pour user d'un mot cher à tous les bien-pensants. Elle se manifeste également par une traque judiciaire incessante, facilitée par la complicité d'une justice servile, qu'il s'agisse des tribunaux correctionnels, des cours d'appel, de la Cour de Cassation (laquelle vient de donner la preuve de la plus écœurante mauvaise foi en cassant le jugement de relaxe dont Éric Zemmour avait bénéficié tant en appel qu'en première instance), des tribunaux administratifs ou du Conseil d'État. On sait d'ailleurs que toute l'énarchie, qui peuple les tribunaux administratifs et le Conseil d'État, est imprégnée jusqu'au tréfonds de l'âme de l'implacable conformisme intellectuel et moral dont nos élites se font un devoir d'imbiber l'esprit de nos compatriotes. On sait aussi que l'allégeance à la gauche et au gauchisme qui, il y a quelque cinquante ans, ne rassemblait qu'une poignée de « juges rouges », est devenue l'attitude normale de tout magistrat qui se respecte, et que les idées subversives du Syndicat de la Magistrature ont, de fait, conquis les maîtres des palais de justice. Jamais les idées de droite n'ont été à ce point vouées à la malédiction et à l'exclusion, et jamais la persécution de leurs adeptes n'a été poussée aussi loin.

UNE IMAGE DU RÉEL TOTALEMENT INVERSÉE

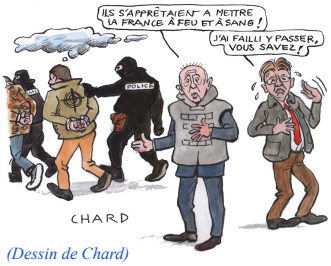
Et, le comble est que les artisans de cette persécution présentent leurs cibles comme de puissants activistes ayant réussi à gagner l'opinion publique à leur cause, et à la veille de prendre le pouvoir, et se posent, quant à eux, en victimes, héros et martyrs de la démocratie en danger ! Cet art du retournement total de la réalité est proprement stupéfiant ! Maîtresse de tout notre système d'enseignement (du primaire au supérieur inclus), de presque tous les médias écrits et audiovisuels, de l'opinion publique qu'elle a totalement conditionnée au fil des décennies, artisane d'un implacable totalitarisme moral et intellectuel, ayant réussi à imposer ses idées et principes à toute notre société et à diaboliser ses opposants, s'employant sans trêve ni repos à priver ces derniers de leur liberté d'expression et de réunion, à les exclure de la fonction publique (et même de leur activité professionnelle dans le privé) et de la société, à les poursuivre devant toutes les juridictions, les agressant physiquement, s'arrogeant le droit de tenir, en toute impunité, des manifestations interdites (et violentes), la gauche ose encore se présenter comme persécutée, et se donner pour une organisation de résistants défendant à leurs risques et périls une démocratie mise à mal par d'ignobles ennemis "fascistes" (ou fascisants) qui la menaceraient, auraient d'ores et déjà commencé à la miner et à la détruire, et dont les idées "nauséabondes" et abjectes gangrèneraient le cerveau de nos compatriotes au point d'y être déjà banalisées. Répétons-le : nous avons affaire ici à une inversion du réel. Dans le domaine de la presse, on dénonce, à cor et à cri, les acquisitions du groupe Bolloré (autrefois, on fustigeait le groupe Hersant), mais on est moins disert sur celles de François Pinault, de Patrick Drahi, du Groupe Dassault, d'Arnaud Lagardère (comme autrefois, on se gardait bien de dénoncer les conquêtes de Claude Perdriel, « *le Hersant de la gauche* »).

LA DROITE RÉPUBLICAINE : LA PLUS BELLE CONQUÊTE DE LA GAUCHE

La droite "républicaine" est la plus belle conquête de la gauche. Celle-ci, au fil des décennies, l'a amenée à abjurer toutes ses valeurs, tous ses principes, ses idées propres et sa vision du monde. La droite "républicaine" d'aujourd'hui jure ses grands dieux qu'elle se réclame des mêmes valeurs, principes et idées que ses adversaires "républicains", et qu'elle ne diffère d'eux que par le choix des moyens de les honorer et de les servir. Au fil des décennies, la gauche a même réussi à lui donner le sentiment de son infamie foncière. Je me souviens qu'autour de 2004, la suppléante du député UMP de la 2e circonscription du Rhône se récria en ces termes lorsqu'elle entendit un militant de son propre parti proposer de combattre (en termes très vagues, d'ailleurs) l'omnipotence culturelle de la gauche : « *Attention ! Pas de chasse aux sorcières ! Pas d'intolérance, c'est la suppléante qui vous parle…* », etc. La droite est elle-même prisonnière de cette vision manichéenne qui l'oppose, elle, le parti des méchants et des oppresseurs, à la bonne gauche, libératrice et humaniste. La droite "républicaine" actuelle est « droit-de l'hommiste », libérale-libertaire, laïciste à tout crin, hostile à la vraie droite, prompte à la persécuter (cf. les mesures d'interdiction de Darmanin et de ses zélés préfets), européiste, mondialiste, cosmopolite, ultra-féministe, favorable au droit à l'avortement, à la PMA (etn attendant la GPA), et à la défense des droits des LGBTQIA+. On répliquera que, de son côté, la gauche, elle, a renoncé à ses utopies et autres chimères socialistes à base de marxisme et d'anarchisme, et qu'elle s'est soumise à l'orthodoxie libérale d'aujourd'hui.

L'ÉDIFICATION D'UNE CIVILISATION QUI SERAIT LA NÉGATION DE CELLE QUI L'A PRÉCÉDÉE

Il s'agit là d'une équivalence trompeuse. Certes, la gauche actuelle a répudié depuis belle lurette le marxisme, le socialisme à l'ancienne (à la Jaurès ou à la Blum), la sociale-démocratie de type allemand ou scandinave (qui a bien du plomb dans l'aile, de nos jours), et s'est ralliée au néo-libéralisme sans frontières ; et, depuis Valls, elle a, au pouvoir, mis en œuvre une politique sociale drastique faite de sacrifices, à commencer par les mesures prises sous Mitterrand, au début des années 1980, en matière de droit du travail et de retraites. Mais, ce faisant, elle n'a nullement renié ses valeurs fondamentales et n'a pas davantage renoncé à son projet de société et de civilisation. De tous temps, depuis l'époque de sa genèse, dans les loges maçonniques, les salons de lecture, les sociétés de pensée (en attendant les clubs révolutionnaires, puis les partis), la gauche a visé non à l'édification d'une société égalitaire quant aux conditions sociales (sans classes, donc) et aux niveaux de revenus, et garantissant à tous ses membres une vie décente, voire confortable, mais à l'avènement d'une société libérale *in essentia* différente de la société d'ordres d'Ancien Régime, constituée de classes naturellement antagonistes, en constante évolution, et fondée sur des valeurs et principes aussi disjoints et distants que possible de ceux des communautés antérieures, et le plus souvent opposés à eux. Le type de société dont elle a accouché, en Europe et en Amérique du nord surtout, repose certes sur l'égalité théorique des droits, et l'absence d'ordres privilégiés. Mais, comme le disait un député girondin à la Convention, en 1793, l'égalité proclamée en 1789 ne peut être, justement, que celle des droits (« *elle n'est pas plus celle des fortunes que celle des tailles, des forces et des talents* », affirmait ce même conventionnel). Et c'est ainsi que l'ont toujours entendu les maîtres à penser de la gauche. Certes, la situation de la France révolutionnaire face à la coalition des monarchies européennes obligea la Convention à instaurer une dictature égalitaire, dirigiste, socialisante et sans-culottarde (en même temps que terroriste), mais celle-ci fut abolie dès la fin de la Révolution, laissant la place à une société profondément inégalitaire aux mains de la bourgeoisie. Certes, elle avait engendré l'espérance utopique d'une démocratie égalitaire, à la base du socialisme des XIXe et XXe siècles, mais ce dernier fut un simple adjuvant pour les tireurs de ficelles de la gauche, propre à entraîner les masses dans leur sillage et à faciliter leur accès au pouvoir. En aucun cas, elle ne constituait sa finalité véritable. Sa vraie finalité, son but, obstinément poursuivi depuis le début (avec, évidemment, des représentations mentales différentes suivant les époques), c'est la construction d'une civilisation d'un type entièrement nouveau faisant table rase de celle l'ayant précédée et n'en conservant aucune des valeurs, aucune des traditions, ou en conservant quelques-unes, mais complètement altérées, pour ne pas dire perverties. Le but actuellement poursuivi par la gauche, les lobbies et les "associations" marchant main dans la main avec elle, est l'émergence d'un monde sans traditions, non pas sans passé, mais doté d'un passé tronqué, altéré, idéologiquement orienté, dans l'esprit des « lois mémorielles » votées entre 1990 et 2005 et de tout le legs du gauchisme ambiant du dernier tiers du XXe siècle et du début du nôtre, déchristianisé (quoique admettant un christianisme à la *Golias* et à la Jacques Gaillot), sans religion aucune d'ailleurs, individualiste mais traversé de fausses solidarités sociales ou humanitaires ou catégorielles ou partisanes, affichées avec un grand tapage médiatique, et de communautarismes divers, faisant la part belle aux LGBTQUIA+, aux couples pacsés ou formés par union libre, aux familles monoparentales ou recomposées, et tendant à ringardiser la famille traditionnelle, surtout lorsqu'elle se revendique ouvertement chrétienne. Telle est sa raison d'être, tel est le sens profond de son combat. Les problèmes prosaïquement concrets des Français, leurs conditions de vie et de travail, leur niveau de revenus, leur pauvreté, pour beaucoup d'entre eux, leur précarité sociale, leur crainte justifiée du lendemain ou d'un plus lointain avenir, la gauche s'en soucie comme d'une guigne. Brunetière remarquait, en 1892, que ce que veulent les démocrates les plus avancés, c'est non pas abolir l'inégalité des conditions de vie et des revenus, dont ils s'accommodent très bien (et il citait l'exemple des Etats-Unis, à l'époque le pays le plus démocratique du monde, et caractérisé par d'abyssales inégalités économiques), mais abolir les héritages, les patrimoines et les liens familiaux, les traditions, afin d'aboutir à une société d'individus solitaires. Et, au nom de ce but, la gauche exclut et persécute impitoyablement, par les moyens le plus kafkaïens et les plus ignobles (et parfois physiquement violents) ceux qui s'opposent à elle et se réclament d'une vision du monde en tous points opposée à la sienne. Ses adversaires sont traqués, vilipendés et exclus autant que possible de « l'espace public », qu'ils polluent de leurs ignobles idées et paroles "nauséabondes" et malodorantes. Et, comme le disait en 2022 un opposant à Zemmour venu pour perturber un meeting de celui-ci, ils se situent « *hors du débat démocratique* » ; c'est dire.



(Dessin de Chard)

Revenons à l'art consommé de la gauche (et de ses innombrables suiveurs) de donner du monde une interprétation totalement inversée eu égard à la réalité. Cette interprétation présente les dominateurs tyranniques comme des persécutés et des résistants à une oppression qui s'annonce (le retour des « *jours les plus sombres de notre histoire* ») et les vrais persécutés comme les tenants d'une droite ignoble déjà maîtresse de l'opinion publique et bientôt du pouvoir.

LE BESOIN PÉRENNE D'UN MYTHE FONDATEUR DE TYPE MANICHÉEN

Cette inversion ne procède pas seulement de considérations stratégiques, et n'est pas uniquement le fait d'une propagande partisane. Elle résulte du besoin de s'ancrer dans un mythe fondateur susceptible de donner à la gauche une légitimité propre — d'autant plus indispensable qu'elle a répudié celle que conférait à la France son passé historique depuis sa naissance. — et dont notre école, depuis Jules Ferry, a fait le pivot et la boussole d'une reconstruction de l'histoire tendant à présenter la Révolution comme l'aboutissement fatal d'une société monarchique grevée d'injustices et ayant fait faillite, et l'émergence d'une démocratie libérale, démocratique, égalitaire (moralement et juridiquement à défaut de l'être effectivement) qui s'est définitivement imposée à partir de 1879 et n'a cessé de se développer depuis, dans le sens des droits de l'homme et de la justice, conformément aux « valeurs de la république », articles de foi du credo actuel. Maîtresse tyrannique des âmes, des cœurs, des consciences, des médias, de l'intelligentsia et de la classe politique (droite comprise), persécutrice de ceux qui remettent en cause sa *Weltanschauung* et ses dogmes, et ce même quand elle n'est pas au pouvoir, souverainement indifférente aux problèmes de nos compatriotes et aux maux et injustices qu'ils endurent, la gauche a besoin de croire encore et toujours (c'est son aliment spirituel et sa justification théorique) qu'elle est le camp des justes, des bons, des généreux, des héros qui luttent vaillamment contre une droite restée puissante et constituant une menace permanente pour la démocratie. Privée de ce mythe qui en impose encore tant aux Français, qu'elle a si bien conditionnés, elle apparaît pour ce qu'elle est : une vaste bande d'oppresseurs aussi fanatiques qu'hypocrites. En vérité, seul son mythe fondateur et les fantasmes qu'il entretient lui permettent de durer. Jusqu'à quand ?

Paul-André DELORME.

Bulletin d'abonnement à
RIVAROL

NOM :
Prénom :
Courrier électronique :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Pays :
Formule d'abonnement (cochez la formule choisie) :

❑ Trois mois : 60 €
❑ Six mois : 100 €
❑ Un an : 190 €
❑ Deux ans : 340 €
❑ Soutien 1 an : 250 €
❑ Propagande 1 an : 300 €
❑ A vie : 2 000 €
❑ Un an pour personnes en grande difficulté, étudiants, chômeurs : 150 € (ou 13 € mensuels par prélèvement automatique)
❑ Numérique : 140 € (220 € pour un abonnement papier et numérique)
❑ Prélèvement mensuel : 16 € par mois

IBAN et BIC pour les abonnements par prélèvement mensuel.
Paiement possible par carte bancaire ou par PayPal depuis le site **rivarol.com** ou par virement bancaire sur notre compte à la Banque postale :
IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048
BIC : PSSTFR PPPAR